

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ATTAQUE LES ITALIENS ONT FAIT 12.000 PRISONNIERS

# EXCELSIOR

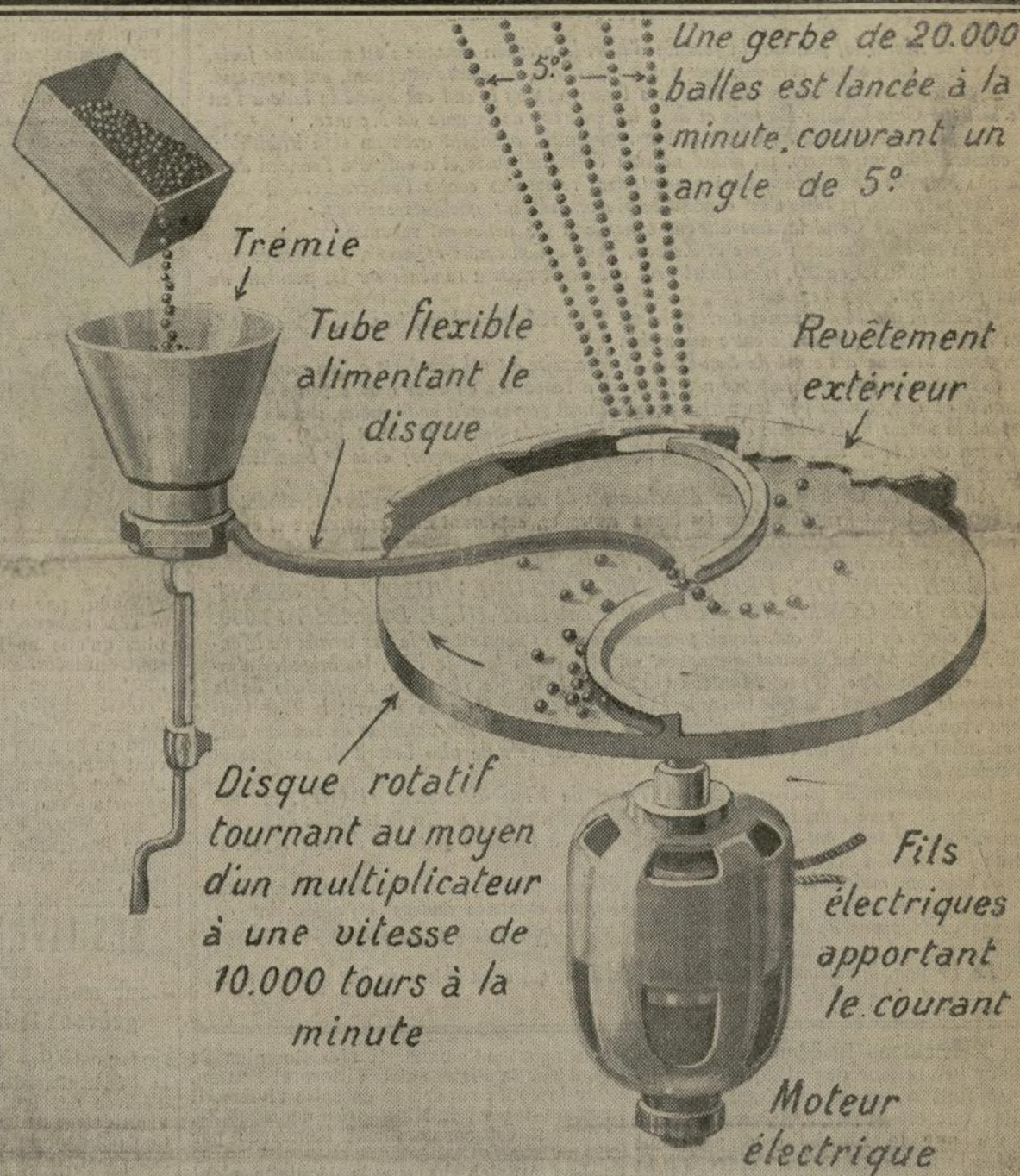
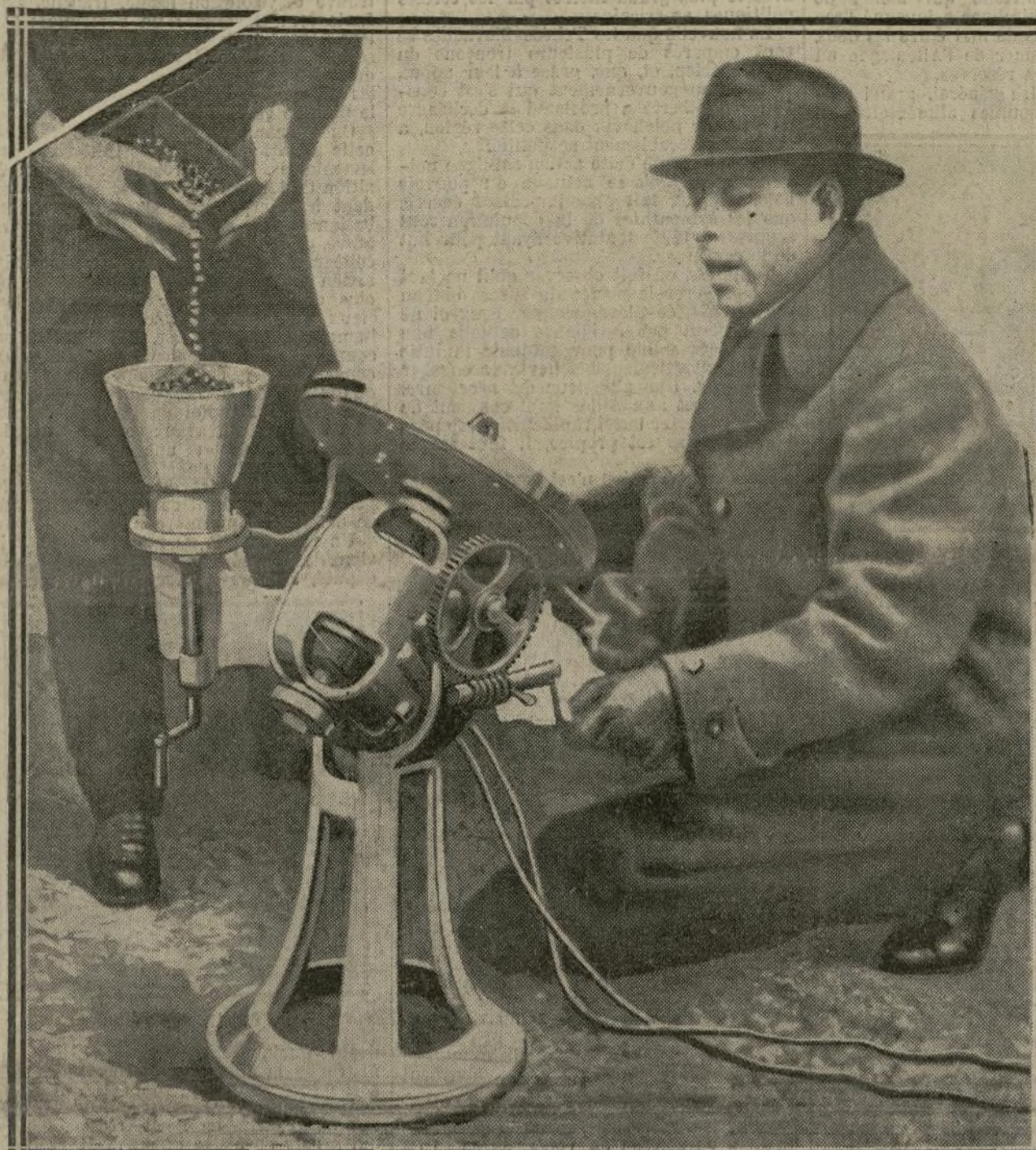
9<sup>e</sup> Année. — N° 2.772. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

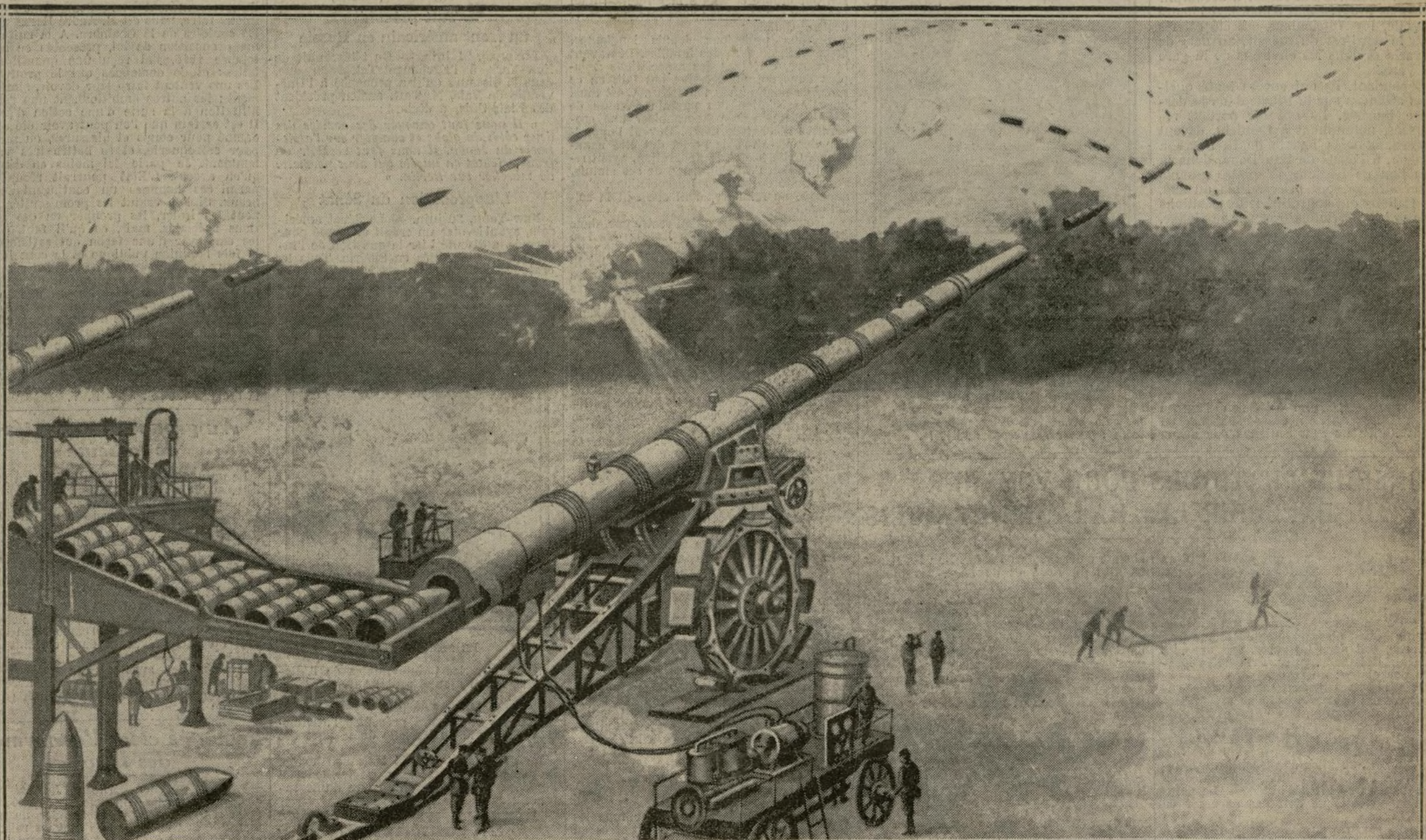
Samedi  
22  
JUIN  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20. — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 13.00  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>d</sup> des Italiens. - Tél. : Gut. 12-45  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

## DEUX GRANDES INVENTIONS AMÉRICAINES : UNE MITRAILLEUSE, UN CANON



UNE MITRAILLEUSE ÉLECTRIQUE LANÇANT 20.000 BALLES À LA MINUTE : L'APPAREIL ET SON DISPOSITIF



UN CANON ÉLECTRO-MAGNÉTIQUE, CAPABLE DE LANÇER, À 125 KILOMÈTRES, DES MILLIERS D'OBUS DE 480, CHARGÉS D'UN PUISSANT EXPLOSIF

La nouvelle mitrailleuse électrique est due à un inventeur de Boston, M. Levi W. Lombard. Aux essais, elle a donné les résultats les plus satisfaisants. Les projectiles qu'elle envoie peuvent transpercer une plaque d'acier de 18 centimètres. On n'a encore rien fait de plus perfectionné ni de plus simple. Cette arme fonctionne sans le secours de poudre d'aucune sorte. Une trémie déverse par l'intermédiaire d'un tube flexible des balles sur un disque propulseur magnétique centrifuge, mu par un moteur électrique.

qui lance ces balles au nombre de 20.000 à la minute et en gerbes couvrant un angle de 5 degrés. Quant au canon monstre électro-magnétique, capable de lancer à 125 kilomètres des obus de 480 millimètres, il n'est qu'une application de la loi des solénoïdes, bien connue de tous ceux qui ont quelque peu étudié la physique de l'électricité. Comme la mitrailleuse de M. Lombard, il projette ses obus sans le secours de la poudre, et par conséquent fonctionne sans bruit ni fumée. De plus, il est pratiquement inusable.

# LES AUTRICHIENS SONT REFOULÉS PAR LES TROUPES ITALIENNES

Sur le Montello et sur la Piave, les contre-attaques de nos alliés se développent avec succès.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'OFFENSIVE, PLUS DE 12.000 PRISONNIERS ONT ÉTÉ FAITS PAR LES ARMÉES DU GÉNÉRAL DIAZ.

## COMMUNIQUÉ ITALIEN

Sur le Montello, pendant la journée d'hier, la pression ennemie s'est maintenue forte, mais elle a été partout contenue par nos troupes, qui, en contre-attaquant, ont progressé. Des tentatives d'avance ennemies vers l'ouest et vers le sud ont animé la lutte à l'est de la ligne Casa-Gheller-Bavaria et dans les environs de la gare de Nerera.

La glorieuse brigade Pise (29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> régiments), avançant avec un élan irrésistible, a capturé 400 prisonniers, un grand nombre de mitrailleuses et a enlevé à l'ennemi deux de nos batteries de moyen calibre promptement retournées contre l'adversaire.

Sur la Piave, la lutte s'est concentrée violemment sur quelques secteurs.

A l'ouest de Candelo, une attaque ennemie a été nettement repoussée. Plus au sud, devant Fagare et Zenson, notre action contre-offensive, commencée pendant la nuit du 19 au 20, a continué avec ardeur et nous a ramenés sur les positions du jour précédent.

L'ennemi a subi des pertes correspondant à sa résistance désespérée. Plusieurs centaines de prisonniers sont restés entre nos mains.

Dans la zone à l'ouest de San-Dona, l'adversaire a tenté une forte action contre Losson. Arrêté une première fois par nos feux, il a renouvelé en vain quatre fois l'attaque jusqu'à ce que, épuisé par les pertes excessivement graves qu'il avait subies, il a dû céder devant la valeur inébranlable des Sardes, de la brigade Sassari (151<sup>e</sup> et 152<sup>e</sup>), en coopération avec le 2<sup>e</sup> bataillon du 209<sup>e</sup> d'infanterie (brigade Bisagno) et le 9<sup>e</sup> bataillon de bersagliers cyclistes.

Au nord de Cortellazzo, nos détachements de marins et de bersagliers, rivalisant de bravoure, ont fait irruption dans les lignes ennemies, capturant 200 prisonniers et maintenant ensuite solidement leurs positions.

A Cava-Zucherina, nous avons élargi la tête de pont.

LE CHIFFRE DES PRISONNIERS CAPTURES JUSQU'À PRÉSENT DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA BATAILLE DÉPASSE 12.000.

Au cours de la lutte qui, depuis plusieurs jours, se poursuit sur le terrain de Montello, se sont particulièrement distingués, en plus de la brigade Pise, les brigades d'infanterie Aoste (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>) et Mantoue (113<sup>e</sup> et 114<sup>e</sup>), les régiments d'infanterie de la 3<sup>e</sup> brigade (Piémont), le 68<sup>e</sup> (brigade Palerme), le 215<sup>e</sup> (brigade Tever), le 270<sup>e</sup> (brigade Aquila), le 26<sup>e</sup> et le 27<sup>e</sup> détachement d'assaut et le 79<sup>e</sup> bataillon de sapeurs qui, combattant aux côtés de l'infanterie, a confirmé une fois de plus l'esprit de sacrifice et la valeur du génie.

Des escadrons de lanciers de Milan (7<sup>e</sup>) et de Victor-Emmanuel II (10<sup>e</sup>), intervenant avec bravoure dans la lutte à l'ouest de Zenson pour y arrêter la tentative de percée ennemie du 19 juin, ont ajouté une nouvelle page à l'histoire glorieuse de leur régiment et de la cavalerie.

L'aviation, malgré les mauvais temps, a déployé hier la même activité. Onze avions ennemis ont été abattus. Pour la première fois, les aviateurs italiens et alliés ont eu comme compagnons de bravoure des pilotes américains qui, à peine arrivés sur le front italien, ont voulu participer à la bataille.

Le 19 juin, le valeureux commandant Baracca, qui avait obtenu sa 34<sup>e</sup> victoire, n'est pas retourné d'un vol de guerre.

Les Autrichiens insistent de plus en plus sur la vigueur des attaques italiennes, et font observer, non sans motif, qu'elles ont été « particulièrement violentes » sur le Montello et s'y sont heurtées aux « fortifications élevées à la hâte » par leurs « propres troupes ». Qui s'excuse s'accuse, et on ne saurait concevoir un aveu plus net de l'échec subi par l'assailant en cette région, la seule où son offensive eût réussi à accomplir quelques progrès tout d'abord. A l'heure actuelle, les Autrichiens ont été rejetés vers le nord-est du massif, au delà de Bavaria et dans les environs de la gare de Vernsa.

Cependant, ils ont encore tenté quelques attaques sur la Piave, dans la dernière journée. Ils ont été partout repoussés, notamment à Candelo, devant Fogara, et à la boucle de la Piave à Zenson, à l'ouest de San Dona, dans la direction de Losson, où quatre assauts successifs se sont brisés. Plus au sud, les Italiens ont consolidé leurs positions au nord de Cortellazzo et sur le rivage, près de Cava Zucherina. Le chiffre des prisonniers faits par nos alliés depuis le début de cette offensive dépasse aujourd'hui 12.000.

Les Autrichiens disposent encore de réserves que, sans doute, ils vont jeter sans compter dans la bataille. Mais déjà le sort des armes s'est prononcé, et les sacrifices humains n'arracheront pas la victoire qui leur échappe.

Jean VILLARS.

LONDRES, 21 juin. — Selon l'agence Reuter, les Autrichiens combattant au front italien ne sont soutenus par aucun

contingent allemand. Il n'existe plus de pont sur la Piave entre Vittore et Zenson. Sur le cours supérieur de cette rivière, il reste un pont à Mira, près de Montello. Ce pont est constamment bombardé par les aviateurs italiens.

Les Autrichiens sur le Montello n'ont reçu aucun renfort depuis le 18 juin, et



MAJOR BARACCA

l'« as des as » italien, disparu le 19 juin.

leur situation peut être considérée comme grave, bien que le terrain qu'ils occupent soit accidenté et facile à défendre.

ROME, 21 juin. — Le correspondant de guerre de la Tribuna dit :

« Les 10<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> divisions autrichiennes sont décimées. Sur les rives, le long des zones tenues par les Autrichiens, on aperçoit des monceaux de cadavres et des files de brancards. L'ennemi n'a pas pu faire avancer sa grosse artillerie. »

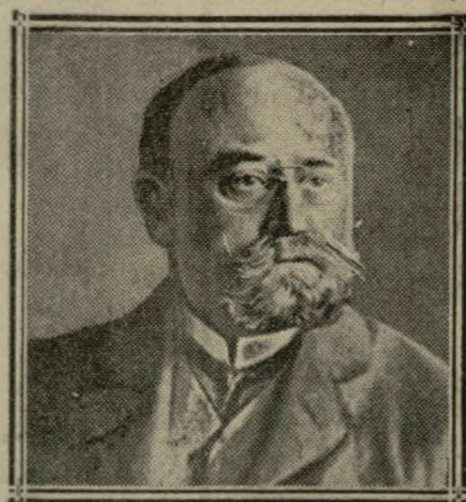
90 GRAMMES DE PAIN PAR JOUR !

## LA RÉPONSE DE LUDENDORFF AU BOURGMESTRE DE VIENNE

Le second d'Hindenburg refuse de mettre à la disposition de l'Autriche les réserves alimentaires de l'Allemagne, qu'il déclare d'ailleurs épuisées.

Le bourgmestre de Vienne s'est adressé à Ludendorff pour lui demander de venir au secours de l'Autriche qui meurt de faim. Le Dr Weisskirchner a invoqué l'accord conclu au mois de mai entre les deux empires pour réclamer de l'Allemagne un prélèvement sur ses réserves.

Le quartier-maître général, grand dispensateur des ressources alimentaires, a



Dr WEISSKIRCHNER

répondu par une fin de non-recevoir. « L'Allemagne, a-t-il dit, ne peut faire plus qu'elle ne fait. Ses propres réserves sont épuisées. Elle se refuse donc à assumer de nouvelles charges. »

C'est ici que s'ouvre le désaccord entre les deux alliés. L'Autriche interprète l'accord en ce sens que les deux empires doivent partager également. Mais l'Allemagne n'admet pas cette interprétation, et elle apporte à son refus toute sa mauvaise foi. La réponse de Ludendorff est décevante pour l'Autriche. On se demande comment s'achèvera cette dispute autour du râtelier vide.

## LES LIVRES CLASSIQUES

Leur nombre et leur prix excessif grèvent le budget des familles.

M. le docteur Paul Gallois, président de la Fédération des associations de parents d'élèves des lycées et collèges de France, vient de présenter au ministre de l'Instruction publique le vœu suivant : « Voir diminuer le nombre excessif des livres classiques que l'on fait acheter aux élèves et dont le prix, de jour en jour plus élevé, pèse d'un poids très lourd sur les familles nombreuses. »

L'initiative est opportune. Elle dépasse son but propre et tend à la résolution d'un problème social. Nous avons interrogé M. le docteur Gallois :

— Nous protestons depuis longtemps, nous dit-il, au nom des familles. Dès avant la guerre, certaines des associations groupées dans notre fédération ont fait, en ce sens, de nombreuses tentatives. C'est ainsi que l'Association des parents d'élèves de Saint-Etienne essaya d'organiser une coopérative d'achat de livres. Devant l'opposition des libraires, le projet dut être abandonné. Cette fois-ci, la Fédération, ayant recueilli, selon l'article formel de ses statuts, l'unanimité de toutes les associations, s'est adressée au ministre, dont elle sait la sollicitude.

« Nous demandons qu'on restreigne, dans les lycées, le nombre des livres ; que l'on choisisse des livres pouvant servir plusieurs années ; qu'on ne change pas les livres d'une même classe pour des livres nouveaux successifs, afin que les livres d'un élève puissent servir à son frère plus jeune et que les familles comptant plusieurs enfants ne soient pas particulièrement grevées ; qu'on uniformise les livres pour une même classe, de lycée à lycée, de ville à ville ; enfin, que le lycée, qui fournit les livres aux internes, les fournisse également aux externes, moyennant une rétribution. »

« Songez que depuis le 1<sup>er</sup> janvier les livres classiques ont subi une augmentation de 70 0/0 sur les prix marqués ; les atlas une augmentation de 100 0/0. Cette cherté excessive est ruineuse pour les familles ayant plusieurs enfants dans les établissements d'enseignement secondaire. Et là nous touchons à une question dont on ne peut se dissimuler la gravité et qui intéresse l'avenir même du pays. C'est pourquoi la Fédération garde une grande confiance en la décision du ministre. »

Nous aurions voulu connaître cette décision. Mais, au ministère de l'Instruction publique, les bureaux compétents ignorent encore quelle réponse lui donnera M. Lafferre.

Restait l'opinion des éditeurs de librairie classique. Nous l'avons demandée à M. Delagrave. Le grand éditeur spécialiste nous déclare :

« La question est sérieuse. Depuis au moins cinq ans, il y a dans les lycées et les collèges une tendance marquée à diminuer le nombre des livres classiques. « De notre côté, nous appliquons tout notre effort à la simplification, à la condensation des matières. C'est vous dire combien nous rentrons dans les vues de la Fédération des parents d'élèves. L'idée classique restant immuable, le livre peut servir d'année en année. Cependant, il restera difficile d'uniformiser pour tous les lycées le choix des livres. L'initiative en est naturellement laissée aux professeurs. Mais la encore l'intervention du ministre serait efficace, afin que les professeurs limitassent leur choix. »

« Quant à la cherté actuelle des livres, elle est, sans nul doute, excessive. Le prix des éditions a quadruplé pour des raisons multiples : le prix du papier, la main-d'œuvre, les indemnités de vie chère, etc. Cette augmentation n'est que temporaire. Dès que les circonstances le permettront, elle sera atténuée et, peu à peu, nous reviendrons aux prix normaux. » — HENRI SIMON.

UN NOUVEAU FRONT

## LE RÔLE DU JAPON DANS LA CRISE RUSSE

La nécessité de son intervention en Sibérie est admise par l'opinion américaine. M. Taft compte sur l'assistance des Nippons.

WASHINGTON, 21 juin. — L'action des Tcheco-Slovaques en Sibérie est suivie avec le plus grand intérêt par les cercles politiques américains.

La nouvelle que les Tcheco-Slovaques se sont emparés de plusieurs tronçons du transsibérien, et que, grâce à leur appui, le nouveau gouvernement qui s'est constitué en Sibérie a proclamé la déchéance du pouvoir bolchevik dans cette région, a été très favorablement accueillie.

On estime que cette action souligne nettement la faiblesse actuelle du pouvoir bolchevik, et fait plus important encore, que les sympathies de la population sont acquises à toute tentative ayant pour but de le renverser.

Toutefois, on fait observer qu'il ne faut pas s'exagérer la portée du succès obtenu par les Tcheco-Slovaques, car ceux-ci ne représentent pas à l'heure actuelle une force assez solide pour soutenir la lutte que le gouvernement bolchevik va engager contre eux. Une aide leur est nécessaire, dit-on ; c'est aux Alliés qu'il convient de leur apporter aussi rapidement que possible. L'heure est propice, il faut savoir en profiter.

Cette considération n'est peut-être point étrangère au revirement qui s'est produit dans certains cercles politiques américains quant à l'intervention japonaise.

## Les Tcheco-Slovaques contre les bolcheviks

Moscou, 20 juin. — Un télégramme de Petrograd annonce que les Tcheco-Slovaques avec les Cosaques et les Kirghizes ont occupé Omsk, infligeant de lourdes pertes aux troupes du Soviet.

LONDRES, 21 juin. — D'après les derniers télégrammes de Petrograd, le mouvement contre-révolutionnaire, aidé par les troupes tcheco-slovaques, s'étend de la Sibérie vers Samara et l'Oural. Les Tcheco-Slovaques se sont emparés de la ville de Samara ; ils ont fait sauter le pont du Transsibérien sur le Volga et ont interrompu les communications avec la Sibérie. Le commandant des troupes du Soviet marchant contre Samara arrête et fait exécuter tous ceux qui sont suspects de participer au mouvement contre-révolutionnaire.

Les Tcheco-Slovaques qui avaient arrêté les autorités locales de Samara et fusillé les gardes rouges, ont évacué la ville devant l'avance des troupes du Soviet et emporté le butin.

Une autre colonne maximaliste marche vers le Volga pour étouffer le mouvement contre-révolutionnaire.

Le nord de la Russie manque de vivres, tous les transports de grains de Sibérie et du Don, de poisson du Volga, de bétail de la région de Samara ayant cessé.

La menace de famine et l'ordre de mobilisation donné par Trotsky provoquent le mécontentement général. (Times.)

## M. Taft préconise

un front américain en Russie

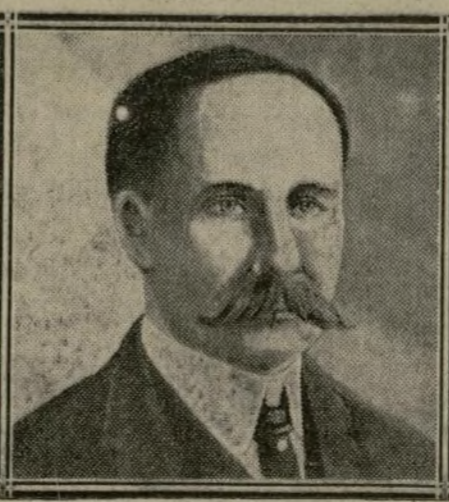
LONDRES, 21 juin. — On télégraphie de New-York à l'Exchange Telegraph que, dans le discours qu'il a prononcé à l'Université de Yale, M. Taft, ancien président des Etats-Unis, a déclaré :

« Il nous faut envoyer des armées des deux côtés du globe et compter sur l'assistance du Japon. Il nous faut rétablir un front oriental en Russie qui nous permette de marcher sur Berlin. »

## L'approbation du Sénat

NEW-YORK, 20 juin. — Le Sénat américain, ayant voté un crédit demandé pour l'armée, a discuté hier la question de l'intervention des Alliés en Sibérie. Tous les orateurs qui ont pris part à la discussion se sont montrés favorables à cette intervention.

Le sénateur Fall, du New-Mexico, a fait remarquer qu'une bonne stratégie commandait de frapper l'ennemi à son point



LE SÉNATEUR FALL

faible. « Or, les points faibles de l'Allemagne, a-t-il ajouté, sont l'Autriche et la Sibérie. »

Les sénateurs Lewis, de l'Illinois, et Noyon, de l'Iowa, ont préconisé l'attribution d'une aide matérielle de la part des Alliés.

Le débat s'est achevé sans conclusion. On constate un sérieux revirement de l'opinion américaine en faveur d'une intervention japonaise.

## Ni conscription ni Home Rule en Irlande

Les déclarations du gouvernement britannique au sujet de l'Irlande ont été bien accueillies par l'ensemble des partis de la Chambre des Communes. Les unionistes conservateurs sont satisfaits que le Home Rule soit abandonné. Les nationalistes irlandais sont contents parce qu'on renonce à la conscription, et ils sont disposés à venir siéger à Westminster. Reste à savoir seulement comment les Sinn-Feiners prendront cette transaction.

TROIS INITIATIVES PARLEMENTAIRES

## L'UTILISATION DES DÉTENUS DANS LA ZONE DES ARMÉES

M. André Hesse nous dit le but de sa proposition de loi tendant à encourager les engagements volontaires des condamnés à l'emprisonnement.

On s'est souvent occupé de la question des détenus. On ne lui a pas encore trouvé une solution légale, franche. Leur faute leur a conféré un véritable privilège devant les risques de la guerre, et la société les entretient à grands frais loin du front, alors qu'elle s'efforce de recruter les plus sains, ceux qui, moralement, ont le plus de valeur.

On a beaucoup fait pour mettre fin à cette situation : parmi les initiatives parlementaires, il faut retenir : une proposition de loi de M. Dubouys-Fresney « tendant à incorporer dans les unités combattantes les exclus de l'armée » ; une autre, de M. Deguise et de plusieurs de ses collègues, « tendant à la meilleure utilisation pour la défense nationale des exclus et des hommes des groupes spéciaux » ; une troisième, de MM. Pierre Ramell et André Hesse, « tendant à encourager les engagements volontaires des condamnés à l'emprisonnement » ; une quatrième, de M. Lagrosillière, « tendant à organiser l'emploi de la main-d'œuvre pénale pour des travaux concernant la défense nationale » ; une proposition de résolution, enfin, de M. Frédéric Brunet, « ayant pour objet de faire affecter les prisonniers de droit commun aux travaux de défense de première ligne ».

Un rapport fait au nom de la commission de l'armée par M. Girard-Madoux, député, date de février 1917. A-t-on fait



M<sup>e</sup> ANDRÉ HESSE

depuis quelque chose ? Oui : M. Nail, ministre de la Justice et garde des Sceaux, a mobilisé mille prisonniers qui seront employés aux travaux de défense dans le camp retranché de Paris. C'est un début qui a l'air de n'être qu'un essai, et il apparaît que les risques ne sont pas nombreux dans la zone où ce premier contingent sera utilisé.

Un grand nombre de condamnés à l'emprisonnement ne demandent qu'à mieux faire, nous dit M. André Hesse, dans les couloirs de la Chambre. A la suite de ma proposition de loi, présentée en septembre 1916, j'ai reçu une quantité de lettres et de demandes qui le prouvent. Les uns veulent faire leur devoir, simplement ; les autres ambitionnent une réhabilitation à la suite d'une action d'éclat. Il est certain que l'on peut avoir été condamné pour coups et blessures, ou même pour escroquerie, et se battre très vaillamment. Je parle ici moins en député qu'en avocat. L'Etat pourrait récupérer parmi ces hommes un contingent nombreux. Si l'on craint les promiscuités, on peut les isoler, les grouper en des sections spéciales, mais, ce qu'il faut, c'est les employer d'une façon qui satisfasse à la fois l'opinion publique et la conscience de ceux d'entre eux qui se rendent compte de ce que la loi a introduit d'anormal dans leur vie, souvent à cause d'une faute unique. Vous voyez que nous ne parlons ici que des condamnés à l'emprisonnement et non de ceux qui sont passés par la cour d'assises. Il faut compter avec le patriotisme des gens qui n'ont pas perdu leur conscience dans les prisons et qui souffrent même de ne pouvoir participer à la défense du sol. — R. V.

## Au groupe des députés de la Seine

Le groupe des députés de la Seine a reçu hier, au Palais Bourbon, une délégation de l'Union des syndicats des travailleurs de la Seine, qui venait l'entretenir de certaines questions relatives à l'organisation du travail et à l'envoi des chômeurs sur les centres d'évacuation.

Les députés ont exprimé le désir de connaître les intentions du gouvernement à ce sujet. Ils ont, en outre, demandé au groupe de se concerter avec le Conseil municipal pour prendre toutes mesures utiles, notamment en ce qui concerne l'exploitation dont sont l'objet les évacués dans certains départements.

L'Union des syndicats se propose de conférer sur ces diverses questions avec les députés et conseillers municipaux et généraux de la Seine.

## Pour que cesse l'anonymat des héros

Par une question écrite au Journal officiel, M. Georges Bonnefous, député de Seine-et-Oise, vient de demander au ministre de la Guerre quelles sont les raisons qui s'opposent à ce que les généraux, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats qui se sont distingués par leur habileté et leur vaillance soient désignés par leur nom dans les comptes rendus des opérations.

## Un édile parisien disparu aux armées

Lieutenant d'infanterie, M. Dormoy, conseiller municipal du 12<sup>e</sup> arrondissement, a été porté disparu dès le premier jour de la bataille du Chemin des Dames.

## CONSEILS PRATIQUES POUR VOYAGER OU EXPÉDIER LES BAGAGES ET COLIS

Afin d'éviter à ceux qui ont l'intention de voyager ou d'expédier des colis des pas et démarches inutiles, nous croyons nécessaire de leur fournir ces quelques indications :

1<sup>o</sup> De préférence, prendre son billet et retenir ses places quelques jours à l'avance, soit dans les gares, soit dans les bureaux des Compagnies. Prix de la location par place : un franc.

2<sup>o</sup> Prendre ses dispositions pour faire enregistrer ses bagages dès qu'on est en possession de son billet. Sur l'Etat et l'Ouest-Etat, chaque voyageur a droit, en dehors des colis à main, à 50 kilos, dont 30 kilos en franchise. Sur le Nord, à 30 kilos en franchise et 30 kilos d'excédent. Sur l'Orléans, le P.-L.-M. et l'Est, à 30 kilos en franchise et 50 kilos d'excédent. Le poids de chaque colis ne doit pas dépasser 65 kilos.

3<sup>o</sup> Les voyageurs de commerce ont droit à 30 kilos en franchise et 200 kilos d'excédent.

4<sup>o</sup> Les personnes qui désirent envoyer des bagages non accompagnés peuvent expédier : sur l'Orléans, 300 kilos ; sur l'Etat, 100 kilos ; sur le P.-L.-M., 80 kilos. Les prix varient suivant poids et distance à parcourir. Comme pour les bagages accompagnés, le poids maximum fixé pour

chaque colis est de 65 kilos. Sur les Compagnies du Nord et de l'Est, ces modes d'envoi sont supprimés actuellement.

4<sup>o</sup> Peuvent être expédiés en « colis finances » : les objets en or, argent, platine ; les matières précieuses ; les œuvres d'art et toutes marchandises valant plus de 300 francs le kilo. Les tarifs spéciaux sont communiqués aux intéressés. La Compagnie du Nord n'accepte actuellement les « colis finances » que s'ils sont à destination de l'Angleterre. Sur l'Est, ils ne sont pas acceptés.

5<sup>o</sup> Aucune modification n'a été apportée aux expéditions et tarifs des colis postaux.

6<sup>o</sup> Pour les messageries, avoir soin de consulter dans les gares les affiches mentionnant les marchandises acceptées.

7<sup>o</sup> Même avis en ce qui concerne les envois par petite vitesse. Actuellement ils sont suspendus sur l'Orléans, le Nord et l'Est. Sur le P.-L.-M., les envois sont reçus à concurrence de 300 kilos (se faire inscrire à la gare de Bercy). Sur l'Etat, la petite vitesse n'est ouverte qu'à une certaine catégorie de marchandises.

Signalons, en terminant, qu'avant d'effectuer une expédition quelconque il convient de se renseigner dans les gares ou les bureaux du quartier : « Ce qui est vrai aujourd'hui peut ne plus l'être demain », nous a-t-il été déclaré unanimement par les agents des divers réseaux auxquels nous nous sommes adressés.

LECONS PAR CORRESPONDANCE  
Rue de Rivoli 53, PARIS  
COMMERCÉ COMPTABILITÉ, STENO-DACTYLO, LANGUES, etc.  
Diplôme aux Brevets et aux Baccalauréats.

## LES CONTES D'EXCELSIOR

# LE PENDENTIF

PAR  
JEAN REIBRACH

L'insistance que mettait Charlotte à surfaire à tout venant la valeur du pendentif dont il avait réglé la facture de dix louis inspira à son ami Lestang l'idée d'une plaisanterie qu'il jugea bonne.

Comme Charlotte rentrait, cet après-midi-là, au logis commun :

— Dis donc ! s'écria-t-il. Ton pendentif !

— Eh bien ?

— Sais-tu ce qu'il vaut ?

— Oh ! fit la jeune femme avec une légère inquiétude, je te disais bien. C'est une occasion magnifique !

— Plus que tu ne crois ! affirma Lestang. Il vaut mille francs !

Sans doute y avait-il quelque vérité dans cette parole en l'air, et la conscience de Charlotte n'était-elle pas très nette, car elle objecta, un peu troublée :

— Oh ! on t'a dit cela !

— On a fait, répliqua Lestang, mieux que me le dire. On me l'a prouvé !

— Comment, prouvé ?

— On m'en a offert cinquante louis !

— Offert, soit ! mais si tu avais pris au mot !

— J'ai pris au mot ; je l'ai donné !

— Tu l'as vendu ? boudit Charlotte.

— Tiens ! Une affaire pareille ! Je te rends tes dix louis ; tu en rachètes un autre, et il nous reste encore six cents francs de bénéfice net !

— Imbécile ! dit Charlotte.

C'était parti plus vite qu'elle ne voulait. Elle ne le regretta pas pourtant. Au contraire, elle reprit, hors d'elle :

— Cinquante louis ! Il en vaut cent !

Et, dans la fureur où elle était de perdre un bijou qu'elle savait être unique et par suite irremplaçable, la vérité jaillit toute nue du puits rose de sa bouche :

— Oui, cent louis ! répéta-t-elle ! Toi, tu as payé dix louis ! A-dessus, tu n'aurais pas marché, tu es trop avare ! Alors, je m'étais entendue avec le bijoutier. Un autre, entends-tu, un autre avait versé préalablement dix-huit cents francs. Et tu n'as fait que compléter la somme, tandis que tu croyais tout payer !

Cinquante louis ! un bijou de cent louis ! Je voudrais savoir quel est le filou !

Lestang ne riait plus :

— Pardon, interrompit-il, devenu très pâle, c'est moi qui veux savoir quel est le misérable !

Puis, se levant :

— Au fait, non ! Il m'importe peu ! Ma dignité ! Je sors, je dînerai en ville, et j'espère qu'à mon retour tu m'auras fait le grand plaisir de m'être plus ici !

En même temps, il ouvrait un meuble :

— Au surplus, tu sauras que je n'ai rien vendu du tout ! C'est une simple plaisanterie que je faisais ! Tiens ! le voilà, ton sale objet !

La stupeur de Charlotte fut violente, mais brève. Elle apporta à se ressaisir l'aisance que met un chat à retomber sur ses pattes. Pour observer sur Lestang l'effet de ce qu'elle allait dire, elle se mit à lissier ses sourcils devant la glace ; et, haussant les épaules :

— Es-tu assez sot, mon pauvre ami ! Alors, tu as cru ce que je te disais ?

Et, se retournant, elle déclara de rire :

— Non ! Vrai ? Tu l'as cru ?

Et comme Lestang se taisait, interrompit :

— Penses-tu que j'allais couper dans une histoire aussi stupide ? Toi, vendre mon pendentif, comme un marchand ! Et un bijou de dix louis, le vendre mille francs ! Comme si je ne savais pas le prix de ces choses-là, quand on les revend ! Tu plaisantais, je t'ai répondu par une plaisanterie à mon tour !

— Quoi ! fit Lestang un peu incrédule encore, ce n'était pas vrai ?

— Penses-tu ? Moi, te tromper ! Vain !

— Non, geignit Lestang en se laissant tomber sur un siège. C'est bête de vous faire des peurs pareilles !

— Pauvre chat ! plaigait Charlotte en le consolant d'un baiser. Du moins, ce qui me fait plaisir, c'est d'avoir vu comme tu m'aimes. Mais, moi, crois-tu donc que je ne t'aime pas autant ?

Lestang, tonteuse, boudait encore un peu contre sa joie :

— C'est égal, reprocha-t-il. Et m'accuser d'être avare !

— Puisque c'était pour rire !... Avare, toi ! La preuve, tiens. Ecoute ! Ce vilain pendentif qui nous a fait de la peine à tous deux, je ne veux plus le voir jusqu'à ce que tout soit oublié ! Alors, à la place, tu vas me donner une broche ! Pas ?

Le soir même, Charlotte avait la broche. Quant au pendentif, elle se garda de le laisser traîner. Une expertise est si tôt faite !

Jean REIBRACH.

Après le bœuf, on taxe

veau, mouton et porc

Les prix maxima établis pour la viande de bœuf ont été étendus au veau, au mouton et au porc, à la suite de l'arrêté ministériel du 10 juin dernier, qui a fixé des prix limites d'achat sur pied.

La commission des cours a maintenant fixé les nouveaux prix de détail pour toutes les catégories.

Ajoutons, à ce propos, que le préfet de police a rappelé aux bouchers détaillants que la vente doit être faite au poids net. Le quart d'os ou de déchets est formellement interdit.

CHAISES A VENDRE 350 bonnes et fortes chaises cannelles à vendre ; conviendrait pour salles de spectacles ou cinémas.

4 DOUBLES PORTES CAPITONNÉES, avec leurs ferrures Baumer, en bon état, à vendre.

S'adresser à M. SEGOND, 20, rue d'Enghien, le matin, de 11 heures à midi.

5 HEURES  
DU  
MATIN

# DERNIÈRE HEURE

5 HEURES  
DU  
MATIN

## LES ITALIENS ATTENDENT AVEC CONFiance L'ISSUE DE LA BATAILLE

M. Orlando, retour du front, répète le cri des combattants : "Ils ne passeront pas !"

ROME, 21 juin. — M. Orlando, président du Conseil, est rentré aujourd'hui venant de la zone de guerre. Il a été reçu à la gare par les ministres, les sous-secrétaires d'Etat et les autorités.

Le *Giornale d'Italia* dit que M. Orlando avait l'air souriant ; il échangea de brèves impressions avec ses collègues auxquels il exprima sa solide confiance dans l'héroïque armée italienne, et dans l'issue victorieuse de la bataille en cours.

"Ils ne passeront pas"

ROME, 21 juin. — Interrogé par le correspondant de guerre du *Corriere d'Italia*, M. Orlando a dit :

— Tranquillité, ordre, décision, confiance, voilà les impressions que j'ai reçues, ces deux jours, des commandements et des troupes.

— Un colonel, parlant de ses hommes, m'a dit qu'ils combattent depuis cinq jours et ne sont pas encore fatigués. Ils ont encore des idées, car notre soldat non seulement obéit, mais obéit avec intelligence et à demi-voix. Il sait dire son avis, donner un conseil, suggérer une ruse et sourire.

— Il faut que l'Italie remercie les chefs de cette armée reconstituée deux fois, preuve des magnifiques qualités de notre race. Alors que j'assistais au passage d'une division, un soldat me reconnut et cria :

« Monsieur le président, ils ne passeront pas. Laissez-nous faire ; ils ne passeront pas. » Je m'honore de répéter les mots du soldat : « Ils ne passeront pas. »

Une interview de M. Bissolati

ROME, 21 juin. — Le correspondant de guerre de la *Tribuna* a interviewé, le 19 juin, le ministre Bissolati, qui a déclaré :

— Je me suis entretenu avec les généraux et les soldats. Tous sont pénétrés du sentiment de leur grande responsabilité. Sans me faire l'illusion que l'offensive autrichienne soit terminée, j'ai la sensation que la période décisive va être bientôt résolue. Evidemment, le plan autrichien visait à répéter la manœuvre de Caporetto, à séparer les armées de la Piave des armées de la montagne. Le coup n'a pas réussi, grâce à la résistance des troupes qui a permis l'arrivée de renforts sur les points les plus menacés.

— Je me suis rendu sur la Piave inférieure, où j'ai été heureux de constater la magnifique ardeur à l'assaut des Tchèques, qui ont répondu à notre confiance et à nos espoirs.

— Nos bataillons d'assaut sont des phalanges de véritables lions. J'ai vu encore avec plaisir qu'on avait adopté le système de la défensive active, de l'attaque qui répond immédiatement à l'attaque, système que je souhaite qu'il soit possible de faire passer du domaine tactique au domaine stratégique.

Les félicitations de la France

ROME, 21 juin. — M. Orlando, président du Conseil des ministres, a reçu le télégramme suivant :

« La superbe résistance qu'ont opposée vos vaillants soldats aux forces austro-allemandes me remplit d'admiration. Je vous prie d'accepter mes félicitations cordiales et de vouloir bien les transmettre aux armées d'Italie, avec lesquelles sont heureux et fiers de combattre nos bataillons. »

« La victoire des peuples libres va de jour en jour s'affirmer. »

« CLEMENCEAU. »

Les drapeaux de la 5<sup>e</sup> arme

LYON, 21 juin. — Aujourd'hui à 4 heures de l'après-midi, à l'aérodrome de Bron, M. Dumesnil, sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique, accompagné du colonel Girard, inspecteur des écoles d'aviation, a présenté aux élèves du deuxième groupe de l'école d'aviation les drapeaux de l'aviation et de l'aéronautique, portés par le capitaine Battle et le lieutenant Fonck, « l'as des as » français.

Malgré le mauvais temps, une foule immense assistait à la cérémonie ainsi que les autorités civiles et militaires, les consuls et de nombreux officiers des nations alliées.

Après un vibrant discours du sous-secrétaire d'Etat, les troupes ont défilé aux sons des hymnes alliés, et une escadrille de la D. C. A. de Lyon a survolé l'aérodrome.

La question polonaise

GENÈVE, 21 juin. — Le correspondant à Vienne de la *Gazette de Francfort* télégraphie que l'Allemagne refuse d'accepter la solution autrichienne de la question polonaise à aucun prix.

## LA CRISE ALIMENTAIRE s'aggrave en Autriche

La disette est si grande dans certaines contrées qu'il n'y a plus de distributions de pain.

BERNE, 21 juin. — De nouvelles informations parvenues de Vienne il résulte que la situation est encore plus précaire en province que dans la capitale. La ration de pain est en province de plus en plus incertaine, et les villes ne sont plus approvisionnées que dans la mesure des disponibilités. Il n'y a pour l'instant que les grandes villes et les centres industriels qui aient un peu plus de pain ; les autres communes en sont complètement dépourvues.

La *Nouvelle Presse libre* confirme ces renseignements :

« Si Vienne et les grands centres industriels ont joui jusqu'ici d'un régime de faveur, il y a, écrit-elle, assez de régions où la crise sévit plus fortement encore depuis plusieurs semaines. »

Une province sans pain

BALE, 21 juin. — L'*Arbeiter Zeitung* signale que le fait que la réduction de la ration de pain n'est appliquée qu'à Vienne ne veut pas dire que la province de Basse-Autriche en est préservée.

Un avis officiel constate, au contraire, que désormais la province n'a plus droit à aucune ration de pain et n'en touchera qu'autant que les approvisionnements locaux le permettront.

Seuls, les grands centres industriels et les grandes villes reçoivent pour le moment du pain. Le ravitaillement des autres endroits a cessé complètement.

Budapest fait l'aumône à Vienne

BALE, 21 juin. — On mande de Budapest, 21 juin :

« Le maire de Budapest a convoqué pour demain la commission municipale de ravitaillement pour lui proposer de venir en aide à Vienne par l'abandon volontaire, par chaque habitant de Budapest, d'une ration quotidienne de farine, une fois par semaine, pendant les mois de juin et de juillet. Cette mesure donnerait cinquante wagons de farine qu'on pourrait envoyer à Vienne. »

Le secours allemand est insuffisant

BALE, 21 juin. — Quelques journaux autrichiens annoncent que l'Allemagne livre à l'Autriche mille wagons de céréales.

M. de Seidler aurait déclaré que cette quantité était insuffisante pour permettre de revenir sur la mesure réduisant la ration de pain. (Havas.)

Les céréales d'Ukraine n'arrivent pas

AMSTERDAM, 21 juin. — La *Taegliche Rundschau*, de Berlin, vient de publier une lettre de son correspondant de Kiev, où nous relevons l'information suivante :

« En ce qui concerne l'exploitation des disponibilités de l'Ukraine, il a été possible jusqu'à présent d'assurer l'embarquement de 40.000 tonnes de céréales, mais cette exploitation se heurte à de grandes difficultés et n'est possible que par l'emploi de la manœuvre forte. »

Or, d'après la convention conclue le 9 avril entre les puissances centrales et l'Ukraine sur les céréales, la livraison totale devait s'élever à 1.020.000 tonnes. Les livraisons au 15 juin n'atteignent que le treizième des quantités prévues.

Il faut s'attendre à une offensive pacifiste

LONDRES, 21 juin. — Le *Daily Mail* écrit : « Il faut s'attendre à ce que l'Allemagne, désappointée par les résultats de son offensive en France et de l'offensive autrichienne en Italie, lance une grande offensive pacifiste. »

A ce sujet, le *Daily Mail* croit savoir que lord Lansdowne aurait préparé une nouvelle lettre proposant de donner à l'Allemagne la liberté d'action dans l'Est, et qu'il publierait dès le début de l'offensive pacifiste allemande.

Le *Daily Mail* demande que le gouvernement déclare nettement qu'il n'a jamais et qu'il n'a pas l'intention d'acheter une paix trompeuse dans l'Ouest, en laissant l'Allemagne libre d'agir dans l'Est.

Dans le cadre auxiliaire de l'intendance

Aux termes d'un décret en date du 19 juin, les officiers de complément (sous-lieutenants, lieutenants, capitaines et chefs de bataillon ou d'escadron) définitivement inaptes à faire campagne dans leur armée, par suite de blessure ou de maladie contractée au service, peuvent être admis dans le cadre auxiliaire de l'intendance avec le grade correspondant à celui dont ils sont titulaires, à titre temporaire ou définitif.

## LES BULGARES DOUTENT DE LA VICTOIRE DES EMPIRES CENTRAUX

Ce changement d'opinion est un effet de la grandeur de l'intervention américaine.

GENÈVE, 21 juin. — On mande de Sofia que le numéro du *Mir*, en date du 27 mai, a été saisi par la police, sur l'ordre des autorités militaires, pour ce qu'il révélait des craintes de l'opinion publique bulgare.

Le *Mir* déclarait :

« On a assez de la guerre dans notre pays, qui n'a cessé, depuis trois ans, de payer de tout son sang et de toutes ses ressources. La situation politique de même que la situation militaire ont complètement changé, et elles vont entraîner des changements radicaux dans la situation internationale. »

Le journal ajoutait que l'alliance avec les puissances centrales n'était profitable à la Bulgarie que tout autant qu'elle s'appuyait sur des chances de victoire certaine. Aujourd'hui les Bulgares doivent être prêts à envisager des perspectives nouvelles.

Il y a là un écho visible de l'énorme impression produite en Bulgarie par la grandeur de l'intervention américaine.

Le ministère Malinof inquiète l'Allemagne

BALE, 21 juin. — La crise ministérielle bulgare continue à préoccuper les milieux politiques de Berlin, où la désignation de M. Malinof est l'objet de commentaires divers.

Aussi le service de propagande allemand tâche-t-il d'atténuer la mauvaise impression générale produite par le choix du souverain de Sofia en publiant un résumé des opinions de la presse.

« Ce changement de cabinet, dit le résumé, n'amènera pas, malgré la différence de vues dans le détail, un changement radical dans la politique bulgare. Ni le roi, ni la majorité du Parlement, ni le peuple bulgare ne pourraient être acquis à un tel changement. »

Troubles graves en Hongrie

BALE, 21 juin. — On mande de Budapest, 21 juin :

« A la Chambre des députés, le comte Michel Karolyi a amené la discussion sur le mouvement qui a éclaté à propos des salaires parmi les ouvriers d'une fabrique de locomotives pour chemins de fer de l'Etat et qui a abouti aujourd'hui à des troubles. Quatre personnes ont été tuées à la suite de l'intervention de la gendarmerie ; en outre, cinq ont été grièvement et douze légèrement blessées. »

Le comte Karolyi a déclaré que les demandes des ouvriers, qui sont dans une situation plus mauvaise que leurs camarades des industries privées, étaient complètement justifiées. Il a ajouté que la façon réactionnaire dont la réforme électorale a été réglée a contribué pour une grande part à exciter les masses.

Un violent tumulte s'est produit ; on a crié : « Ne les excitez pas davantage. »

Le traité de Bucarest devant le Reichstag

BALE, 21 juin. — On mande de Berlin : « Le Reichstag a discuté aujourd'hui, en première lecture, le traité de paix avec la Roumanie. » (Havas.)

NOUVELLES BREVES

— Conformément aux instructions du procureur de la République, le service de la répression des fraudes a pratiqué hier de nouvelles et nombreuses perquisitions, tant à Paris que dans différentes circonscriptions de banlieue, chez des bouchers soupçonnés de majoration des prix maxima fixés par la commission de taxation.

— Répondant à un appel du Comité de défense de Paris, le Syndicat des terrassiers et puisatiers mineurs a pris en charge des travaux à effectuer dans le camp retranché. Cinq cents terrassiers se sont embarqués hier matin à la gare du Nord pour exécuter ces travaux. Un autre départ aura lieu lundi prochain.

— Un décret royal appelle sous les drapeaux les Hellènes de toutes catégories résidant en France ou dans les colonies, appartenant aux classes 1906 à 1918. Ceux-ci devront se présenter dans le délai légal au consulat de leur circonscription.

— Afin de développer l'enseignement de la langue française aux Etats-Unis, le ministère de l'Instruction publique de Washington offre une centaine de bourses de voyage à des jeunes filles françaises.

— La *Gazette de Francfort* déclare complètement inexacte l'information de la *Gazette populaire de Cologne* relative à la maladie de M. de Bethmann-Hollweg. Celui-ci est en parfaite santé.

— On annonce de Copenhague que l'inventeur danois Ellchammer, un des pionniers de l'aviation, vient de trouver un moteur mobile à vapeur avec générateur rotatif destiné à remplacer le moteur ordinaire à explosion.

— On mande de Toronto que les prévisions de la récolte à travers tout le Canada sont extrêmement satisfaisantes.

## LES CRÉDITS ADDITIONNELS VOTÉS PAR LA CHAMBRE

M. Emmanuel Brousse intervient pour dénoncer une fois de plus le gaspillage administratif.

Séance budgétaire, consacrée à l'examen et au vote de quatre projets de crédits additionnels.

Suivant son habitude, M. Emmanuel Brousse a saisi cette occasion de protester une fois de plus contre les gaspillages administratifs et l'abus de la paperasserie.

Le *Journal officiel* a eu sa large part de critiques. Le député des Pyrénées-Orientales a signalé particulièrement la vente des « bouillons », par l'intermédiaire des Domaines, à 7 francs les 100 kilos, à un particulier qui les revendait 80 francs le même jour.

D'autres exemples ont provoqué quelque étonnement : celui des trains de permissionnaires circulant à vide pendant la dernière offensive, parce que les permissions étaient supprimées ; celui de l'administration de la Guerre faisant passer par Lyon des obus destinés à l'Italie, alors qu'ils étaient fabriqués à Toulon ; celui de wagons-réservoirs mettant cinquante jours pour aller de Rivesaltes à Rouen.

Dix fois sur vingt, constate M. André Hesse, les observations de M. Emmanuel Brousse n'aboutissent à rien dans la pratique.

— Il faut enfin qu'il ait des sanctions ! déclara nettement M. Raoul Pérel, président de la commission du budget.

M. Klotz, ministre des Finances, promit formellement que les observations seraient communiquées aux administrations intéressées qui seraient invitées à en tenir compte.

Plus loin, une question fut posée au ministre de l'Instruction publique au sujet de la personnalité civile du musée Rodin.

— Il y a, répondit M. Lafferre, une véritable nécessité à donner la personnalité civile au musée Rodin. Le directeur de ce musée a été désigné par Rodin lui-même ; il est assez naturel qu'une administration autonome soit mise à la tête de cet établissement.

Comme on objectait qu'il était facile de réunir plusieurs musées dans les mains d'un même conservateur, M. Klotz fit observer qu'il y avait, dans le don Rodin, des questions relatives aux droits de reproduction qui rendaient nécessaires, pour le musée, la personnalité civile et l'autonomie financière.

Aux chapitres des affaires étrangères, M. Ernest Outrey intervint en faveur de notre personnel en Extrême-Orient :

— La piastre a diminué de plus de 40 0/0, dit-il, alors que le prix de la vie a augmenté de 60 0/0. Comment voulez-vous que nos agents arrivent ?

Les quatre cahiers de crédits furent finalement votés.

Au début, la Chambre avait adopté, sans débat, deux propositions de loi dont une relative à l'avancement des instituteurs mobilisés. — LÉOPOLD BLOND.

Concours du Conservatoire

Les classes d'instruments à vent

Concours mélancolique. Le Conservatoire, pendant la guerre, est nostalgique comme un dépôt : on n'y voit que des bleus, des auxiliaires, des récupérés et des éclopés. Et la crise des effectifs y bat son plein. Les classes d'hommes sont vides ; un seul adepte du trombone affronte le jury, deux bassonistes et deux hautboïstes sont les seuls spécimens de l'espèce, et les représentants des classes de cor et de trompette n'arriveraient pas à former un quatuor.

La qualité est aussi faible que la quantité. Les « as » ne sont pas là. Si l'on excepte M. L'Hoir, étoile de la classe de Franquin, qui obtient une citation magnifique, les concurrents ont un style assez commun et une sonorité assez pauvre.

Les classes d'instruments à vent de notre Conservatoire jouissent depuis longtemps d'une réputation méritée. Toute l'Europe nous les envie. Mais il ne faudrait pas beaucoup d'épreuves comme celle-ci pour changer cette envie en commiseration profonde.

Voici les résultats de cette première journée.

*Fidèle* : Professeur Laffeurance (inférieur). 1<sup>er</sup> prix : MM. Delaire, Le Roy ; second prix : M. Peyssies, Pas de premier accessit. 2<sup>e</sup> accessit : MM. Chefnay, Bo.

*Basson* : Professeur M. Bourdieu. Pas de premier prix. 2<sup>e</sup> prix : MM. Galland, Shepers.

*Hautbois* : Professeur M. Gillet. 1<sup>er</sup> prix : N. de Nattes, Pas de second prix ; 1<sup>er</sup> accessit : M. Moulinet (à l'unanimité).

*Clarinette* : Professeur M. Mimart. Pas de premier prix. Second prix : M. Leclercq. 1<sup>er</sup> accessit : MM. Duquès, Etienne.

*Cor* : Professeur M. Bremond. Pas de premier ni de second prix. 1<sup>er</sup> accessit : MM. Tronehet (à l'unanimité), Andrieu. 2<sup>e</sup> accessit : M. Raygot.

*Corne à piston* : Professeur M. Alexandre Petit. Pas de premier prix. Second prix : M. Jeanjean. 1<sup>er</sup> accessit : rappel à M. Ogez. 2<sup>e</sup> accessit : M. Brullebant.

*Trompette* : Professeur M. Franquin. 1<sup>er</sup> prix (prix d'excellence) : M. L'Hoir. Second prix (à l'unanimité) : M. Jaspard. 1<sup>er</sup> accessit : M. Biscarat (à l'unanimité).

*Trombone* : Professeur M. Allard. Pas de premier prix ni de second prix. 1<sup>er</sup> accessit : M. Cieutat (à l'unanimité).

Conseil général de la Seine

La session ordinaire s'est ouverte hier après-midi. Le nouveau bureau a été composé ainsi :

Président : M. Peuch ; vice-présidents : MM. Alpy, Levée, Vendrin ; secrétaires : MM. Auco, Brissot, Guilbourg, Marin ; syndic : M. Gent.

Aux compliments de bienvenue du président, le nouveau préfet de la Seine, M. Autrand, a répondu par un discours dans lequel il a tracé le programme des travaux du Conseil général.

Les établissements JAMET-BUFFEREAU les mieux organisés pour apprendre Steno, Comptabilité, etc. - Paris, 96, Rue de Rivoli. Succursales : Lyon, Bordeaux, Marseille. - Prog. gratuit.

